

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

30 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**dépénalisant l'avortement
et actualisant la loi relative
à l'interruption volontaire
de grossesse**

(déposée par M. Marco Van Hees et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

30 september 2019

WETSVOORSTEL

**betreffende het schrappen van abortus
uit het strafrecht en het actualiseren
van de wetgeving inzake
vrijwillige zwangerschapsafbreking**

(ingediend door de heer Marco Van Hees c.s.)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à dépénaliser l'avortement et à actualiser la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel haalt abortus uit het strafrecht en actualiseert de wetgeving inzake vrijwillige zwangerschapsafbreking.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 2518/001.

La présente proposition de loi est dédiée à Lucie Van Crombrugge (27 novembre 1944 – 16 mai 2017), féministe convaincue et grande pionnière dans la lutte pour le droit à l'avortement dans notre pays.

Le droit à l'avortement est un droit fondamental des femmes qui est fondé sur le droit à l'autodétermination des femmes et qui, en tant que tel, doit être protégé. C'est également un indicateur important de la situation des autres droits des femmes. Là où le droit à l'avortement est mis à mal, les autres droits des femmes sont également en danger. Les récentes attaques menées contre le droit à l'avortement en Pologne et par le président américain Donald Trump en sont l'illustration.

Le droit à l'avortement mis à mal

Le président Trump a mis fin au financement des ONG américaines qui, à l'étranger, mènent des campagnes de sensibilisation et œuvrent en faveur du planning familial. Ce faisant, il met en péril l'accès à l'avortement pour de nombreuses femmes en situation précaire. Dans son propre pays, il réduit également le financement des centres de planning familial et touche ainsi à nouveau des femmes en difficultés. Aux yeux du président américain, les femmes ne disposent plus librement de leur corps. Et le président polonais ne pense pas autrement.

En Pologne, le parti au pouvoir Droit et Justice (PiS) du président Kaczynski a présenté en septembre dernier une proposition de loi visant à interdire totalement l'avortement. Les femmes recourant à l'avortement seraient passibles d'une peine de prison allant de trois mois à cinq ans. Les médecins pratiquant un avortement encourraient une peine de prison de cinq ans, alors que la loi actuelle prévoit deux ans.

Pas plus les femmes polonaises qu'américaines ne se sont laissé faire et elles ont organisé des mouvements de protestation. 100 000 Polonaises sont descendues dans la rue. En Amérique, le début de cette année a été marqué par l'organisation des plus grandes marches de protestation dans l'histoire des États-Unis, avec pas moins de 700 manifestations féminines à travers tout le pays.

Ces présidents se trompent quand ils pensent que l'interdiction de l'avortement va mettre un terme au

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 2518/001.

Dit wetsvoorstel wordt opgedragen aan Lucie Van Crombrugge (27 november 1944 – 16 mei 2017). Lucie was overtuigd feministe en gaat de geschiedenis in als grote voorvechtster in de strijd voor het recht op abortus in ons land.

Het recht op abortus is een fundamenteel vrouwenrecht dat uitgaat van het zelfbeschikkingsrecht van vrouwen en moet als dusdanig beschermd worden. Het is tevens een belangrijke indicator voor de situatie van andere vrouwenrechten. Daar waar het recht op abortus onderdruk komt te staan, moeten we ook vrezen voor andere vrouwenrechten. De recente aanvallen op het recht op abortus in Polen en ingezet door Amerikaans president Donald Trump zijn daarvan getuige.

Recht op abortus onder druk

President Trump zette de financiering aan Amerikaanse ngo's die sensibiliseren en werken aan familiale planning in het buitenland stop. Daarmee brengt hij rechtstreeks de toegang tot abortus voor veel vrouwen in precare situaties in gevaar. In eigen land vermindert hij ook de financiering van de centra van familiale planning en raakt daar opnieuw vrouwen in moeilijke omstandigheden. Als het aan de Amerikaanse president ligt zijn vrouwen niet langer baas in eigen buik. Ook de Poolse president is dezelfde mening toegedaan.

In Polen diende de regerende partij Recht en Rechtvaardigheid (PiS) van president Kaczynski in september een wetsvoorstel in voor een volledig verbod op abortus. Toch een abortus ondergaan, kan je een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar opleveren. De artsen die de abortus uitvoeren kijken aan tegen een mogelijke gevangenisstraf van vijf jaar, terwijl dat vandaag twee jaar is.

Noch de Poolse vrouwen, noch de Amerikaanse vrouwen lieten zich doen ze brachten protestbewegingen op gang. 100 000 Polen kwamen op straat. In Amerika zagen we in het begin van het jaar de grootste protestmarsen in de geschiedenis van de VS opstaan met maar liefst 700 vrouwenmarsen over heel de VS.

Het is een misvatting van de presidenten om te denken dat het verbieden van abortus het gebruik stopt.

recours à celui-ci. L'histoire nous apprend que le planning familial est une nécessité et que les femmes, quelles que soient les circonstances, recourront à une interruption de grossesse si elles l'estiment nécessaire. En cas d'interdiction et en l'absence d'un cadre de soins, les avortements sont pratiqués dans des conditions très dangereuses. C'est pourquoi il est nécessaire que le droit à l'avortement soit non seulement défendu mais aussi renforcé. Nous proposons dès lors de modifier la loi de telle sorte que ce droit soit élargi et renforcé en se fondant sur le droit à l'autodétermination des femmes, sur l'idée de "disposer librement de son corps".

17 ans de lutte pour le droit à l'avortement

La loi qui règle le droit à l'avortement existe depuis 27 ans. À l'instar de ce qui s'est passé pour beaucoup d'autres droits, notamment le droit de vote des femmes ou la journée de travail de 8 heures, elle a vu le jour au terme d'une lutte à couteaux tirés. Le thème s'est pour la première fois trouvé à l'agenda national en 1973, lorsqu'une enseignante a été licenciée parce qu'elle s'était fait avorter. Au cours de la même année, on a découvert que le docteur Willy Peers, un médecin gauchiste, pratiquait des avortements dans toute la Belgique. Une interruption de grossesse était un acte illégal passible de peines sévères à l'encontre tant de la femme qui le subissait que de la personne qui le pratiquait.

La loi a finalement vu le jour grâce à la lutte incessante du mouvement féministe qui, pendant des dizaines d'années, est monté aux barricades pour exiger en faveur des femmes le droit de pouvoir choisir librement d'être mères ou pas. Après une lutte intense et agitée de 17 ans, après des périodes de chasse aux sorcières succédant à des périodes de tolérance, le Conseil des ministres publie finalement, le 5 avril 1990, la controversée "loi du 9 avril 1990 relative à l'interruption volontaire de grossesse" au *Moniteur belge*. Un pas dans la bonne direction.

Cette loi n'en demeure pas moins ambiguë sur plusieurs points et le droit à l'avortement doit être amélioré d'urgence si nous voulons préserver le droit au libre choix des femmes.

Dans cette optique, la loi du 15 octobre 2018 relative à l'interruption volontaire de grossesse, abrogeant les articles 350 et 351 du Code pénal et modifiant les articles 352 et 383 du même Code et modifiant diverses dispositions législatives, issue de la proposition de loi 54 3216 des partis de la coalition suédoise (N-VA, MR, CD&V et Open Vld), constitue un véritable pied-de-nez à l'égard du droit des femmes à disposer de leur propre corps. En effet, cette loi fait semblant de donner suite à la revendication "l'avortement hors du Code pénal"

De geschiedenis leert ons dat familiale planning een noodzaak is en dat vrouwen ongeacht in welke omstandigheden zullen overgaan tot een zwangerschapsonderbreking als dit voor hen nodig is. Bij verbod en gebrek aan zorgkader gebeurt dit vaak in zeer gevaarlijke omstandigheden. Het is daarom noodzakelijk dat het recht op abortus niet alleen verdedigd wordt, maar ook versterkt. Ook in België. Daarom stellen we een wetsaanpassing voor die het recht uitbreidt en versterkt, vertrekkend vanuit het zelfbeschikkingsrecht van vrouwen, vanuit het idee "baas in eigen buik".

17 jaar strijd voor recht op abortus

De wet die het abortusrecht regelt bestaat 27 jaar. Net zoals vele andere rechten, denk maar aan het vrouwenstemrecht of de achturenwerkdag, kwam ze tot stand na een woelige strijd. Het thema kwam voor het eerst op de nationale agenda in 1973 toen een lerares haar ontslag kreeg omdat ze een abortus liet uitvoeren. In dat zelfde jaar ontdekte men dat dokter Willy Peers, een abortusarts en linkse rakker, over heel België clandestiene abortussen liet uitvoeren. Een zwangerschapsonderbreking was een illegale handeling waar voor zowel voor de vrouw die de handeling onderging als voor de uitvoerder strenge straffen tegenover stonden.

De wet werd afgedwongen door de onaflatende strijd van de vrouwenbeweging die tientallen jaren op de barricades stonden om het recht op te eisen dat vrouwen zelf moeten kunnen kiezen of ze moeder worden of niet. Na een intensieve en woelige strijd van 17 jaar, na periodes van heksenacht tot gedoogbeleid, publiceert de Ministerraad uiteindelijk op 5 april 1990 de omstreden "Wet betreffende de zwangerschapsafbreking van 9 april 1990" in het Belgische Staatsblad. Een stap in doe goede richting.

Toch blijft deze wet op verschillende vlakken ambigu en is het recht op abortus aan een dringende verbetering toe als we het recht om te kiezen voor vrouwen willen vrijwaren.

De uit het wetsontwerp DOC 54 3216/001 van de "Zweedse coalitie" (N-VA, MR, CD&V en Open Vld) tot stand gekomen wet van 15 oktober 2018 betreffende de vrijwillige zwangerschapsafbreking, tot opheffing van de artikelen 350 en 351 van het Strafwetboek, tot wijziging van de artikelen 352 en 383 van hetzelfde Wetboek en tot wijziging van diverse wetsbepalingen, neemt in dat opzicht echt een loopje met het recht van de vrouwen om over hun eigen lichaam te beschikken. Die wet wekt immers de indruk gevolg te geven aan

mais, en réalité, il n'en est rien car elle ne fait que sortir diverses sanctions contenues dans le Code pénal pour les réintégrer dans de nouvelles dispositions, à caractère pénal elles aussi. Une tromperie grossière à l'égard de la population. L'avortement reste punissable et considéré comme un délit en cas de non-respect de ces conditions. En le maintenant dans le droit pénal, on part du principe que les femmes ne sont pas en mesure de décider elles-mêmes. Il s'agit pourtant d'un acte médical et pas d'un délit. En qualifiant l'avortement de cette manière, on se fonde sur le droit à l'autodétermination des femmes en ce qui concerne leur corps. Elles décident elles-mêmes si elles veulent devenir mères ou pas.

Deuxièmement, cette loi pose la condition contraignante que la femme doit se trouver dans un état de détresse: il doit s'agir d'un refus profond et persistant de la femme de laisser poursuivre sa grossesse, seule la femme pouvant juger ce qui est intenable pour elle. Cela va à l'encontre du libre choix de la femme. En outre, une femme ne peut prendre elle-même cette décision que jusqu'à 12 semaines (à partir de la fécondation) ou 14 semaines (à partir des dernières menstruations). Passé ce délai, ce sont les médecins qui ont le dernier mot sur le fait qu'une femme se trouve en "état de détresse" ou pas. Il doit y avoir alors des complications liées à la santé de la mère ou du fœtus. Les femmes sont dans ce cas tributaires du gynécologue à qui elles s'adressent et à la commission d'éthique de l'hôpital.

Troisièmement, le délai légal durant lequel l'avortement est autorisé sans raison médicale, en l'occurrence 12 ou 14 semaines, est arbitraire. L'Organisation mondiale de la santé place au contraire le seuil de viabilité d'un enfant à 22 semaines après la fécondation. Par ailleurs, lors des auditions organisées en commission de la Justice à propos de la proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les enfants nés sans vie (le 23 juin 2016), Mme Linde Goossens, du département néonatalogie de l'hôpital universitaire de Gand, a souligné que la viabilité d'un enfant né entre la vingt-quatrième et la vingt-sixième semaine devait être évaluée au cas par cas, en fonction du poids à la naissance (si l'enfant pèse plus de 500 grammes) et des éventuelles infections. Les chances de survie sont très faibles à cet âge. Le seuil de 22 semaines doit donc être considéré comme un seuil très bas, qui donne très peu de chances de survie à l'enfant. C'est pourquoi des pays comme les Pays-Bas ont opté pour un délai d'avortement qui s'en rapproche très fort.

Différents centres pratiquant l'IVG témoignent du fait que la brièveté du délai (12 à 14 semaines), conjuguée au délai de réflexion de 6 jours, pose problème,

de eis om abortus uit het Strafwetboek te halen, maar dat is in werkelijkheid allerm minst het geval. De wet doet immers niets anders dan diverse sancties die uit het Strafwetboek worden gehaald, op te nemen in nieuwe bepalingen die evenzeer strafrechtelijk zijn. Het gaat met andere woorden om regelrecht bedrog ten aanzien van de bevolking. Abortus blijft strafbaar en als misdrijf beschouwd buiten deze voorwaarden. Doordat het in het strafrecht blijft ingeschreven, gaat men er vanuit dat vrouwen niet in staat zijn om zelf te beslissen. Nochtans gaat het over een medische ingreep en geen misdrijf. Door abortus op die manier te kwalificeren gaat men uit van het zelfbeschikkingsrecht van vrouwen over haar eigen lichaam. Zij bepaalt zelf of ze moeder wil worden of niet.

Ten tweede stelt deze wet als bindende voorwaarde dat de vrouw zich in een "noodsituatie" moet bevinden: het moet gaan over een weloverwogen en volgehouden weigering om de zwangerschap te voltooien waarbij enkel de vrouw an oordelen wat voor haar als onhoudbaar is. Dat gaat in tegen de keuzevrijheid van de vrouw. Verder kan een vrouw dat zelf bepalen tot slechts 12 weken (vanaf de bevruchting) of 14 weken (vanaf de laatste maandstonden). Daarna zijn het de artsen die het laatste woord hebben over het feit dat een vrouw in een "noodsituatie" verkeert of niet. Dan moeten er complicaties verbonden zijn aan de gezondheid van moeder of foetus. Vrouwen zijn dan afhankelijk van de gynaecoloog tot wie ze zich wenden en de ethische commissie van het ziekenhuis.

Ten derde, is de wettelijke termijn zelf waarop abortus zonder medische redenen is toegestaan, namelijk die van 12 of 14 weken arbitrair. De wereldgezondheidsorganisatie daarentegen legt de grens voor de levensvatbaarheid van een kind op 22 weken na de bevruchting. Verder werd tijdens de hoorzitting in de Commissie Justitie aangaande het Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat levenloos geboren kinderen betreft (op 23 juni 2016) werd door mevrouw Linde Goossens, van de afdeling neonatalogie van het UZ Gent, benadrukt dat de levensvatbaarheid van een kind die tussen de vierentwintigste en zesentwintigste week geboren wordt geval per geval beoordeeld moest worden, in functie van het geboortegewicht (als het kind meer weegt dan 500 gram) en de mogelijke infecties. De kans op overleven blijft zeer laag op die leeftijd. De grens van 22 weken dient dus als een erg lage grens beschouwd te worden, die weinig kans op overleven geeft aan het kind. Daarom kiezen landen als Nederland voor een abortustermijn die daar nauw bij aansluit.

Verschillende abortuscentra getuigen dat de korte termijn van 12 tot 14 weken samen met de bedenktijd van 6 dagen leidt tot problemen, vooral bij laattijdige

surtout en cas de découverte tardive de la grossesse. De nombreuses femmes constatent en effet trop tard qu'elles sont enceintes et ne peuvent dès lors plus, selon la loi belge, recourir à l'interruption volontaire de grossesse. En conséquence, quelque cinq cent femmes résidant en Belgique se rendent chaque année à l'étranger, surtout aux Pays-Bas, afin de subir un avortement durant le deuxième trimestre, ce qui est interdit chez nous. Ces femmes déboursent des centaines d'euros sans avoir la garantie d'un suivi médical approprié. Cette "porte de sortie" est en outre uniquement accessible aux femmes qui disposent des moyens et du réseau social nécessaires, si bien que de nombreuses femmes se retrouvent sans aucune issue.

Dépénalisation de l'avortement

Pour garantir, protéger et consolider le droit à l'avortement, il est important de lever ces ambiguïtés. Notre point de départ est le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes. Avec le PTB, nous faisons la proposition ci-dessous et soutenons toutes les initiatives, tant dans la rue qu'au parlement, qui visent à dépénaliser l'avortement. Nous le faisons pour que les femmes puissent choisir librement, pour qu'elles bénéficient de tous les soins médicaux dont elles ont besoin et qu'elles méritent, et pour que les droits des femmes restent garantis.

Car si le législateur ne fait même pas confiance aux femmes quand il s'agit pour elles de faire un choix, comment peut-il alors leur faire confiance quand il s'agit d'avoir un enfant?

DISCUSSION DES ARTICLES

Article 2

Cet article vise à retirer du Code pénal les dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse qui y figuraient jusqu'à présent et à les reprendre dans la présente loi sous le chapitre "Dispositions autonomes".

L'interruption volontaire de grossesse est désormais considérée comme un acte relevant de l'exercice de la médecine au sens de l'article 1*bis*, 3°, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.

Par conséquent, l'interruption volontaire de grossesse est totalement régie par les règles de la déontologie médicale, laquelle prévoit les limitations nécessaires en vue de préserver la santé de la femme.

ontdekking van de zwangerschap. Heel wat vrouwen ontdekken hun zwangerschap te laat en kunnen volgens de Belgische wet niet meer overgaan tot een zwangerschapsonderbreking. Dat leidt er ook toe dat jaarlijks een vijfhonderdtal vrouwen vanuit België naar het buitenland trekken, vooral naar Nederland, om er een tweedetermijnabortus te laten uitvoeren. Dat is in België verboden. Deze vrouwen betalen honderden euro zonder dat een goede medische nazorg verzekerd is. En deze *escape route* is enkel toegankelijk voor vrouwen met de nodige middelen en sociaal netwerk en sluit dus ook heel wat vrouwen uit.

Abortus uit het strafrecht

Om het recht op abortus te garanderen, te beschermen en te versterken is het belangrijk om deze ambiguïteiten aan te pakken. Daarbij nemen we het zelfbeschikkingsrecht van vrouwen als uitgangspunt. Met PVDA doen we onderstaand voorstel en steunen we alle initiatieven om abortus uit het strafrecht te halen, zowel op straat als in het parlement. Zodat vrouwen vrij kunnen beslissen, zodat ze alle medische zorg krijgen die ze nodig hebben en verdienen. En zodat de rechten van de vrouw gevrijwaard blijven.

Want als de wetgever vrouwen niet eens vertrouwt met een keuze, hoe kan hij hen dan vertrouwen met een kind?

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Dit artikel beoogt de bepalingen in verband met zwangerschapsafbreking, die tot dusver in het Strafwetboek staan, uit dat wetboek te lichten en in de hier voorgestelde wet op te nemen onder het hoofdstuk "Afzonderlijke bepalingen".

De zwangerschapsonderbreking wordt voortaan beschouwd als een handeling van uitoefening van de geneeskunde, zoals bedoeld bij artikel 1*bis*, 3° van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen.

De zwangerschapsonderbreking wordt bijgevolg in zijn geheel beheerst door de regelen van de geneeskundige deontologie, die voorziet in de nodige beperkingen die vereist zijn voor de gezondheid van de vrouw.

L'avortement clandestin est assimilé à une forme d'exercice illégal de la médecine et est donc réprimé en tant que tel.

Article 3

Cet article remplace et modifie l'article 2 de la loi du 15 octobre 2018 précitée actuellement en vigueur, qui fixe les conditions qui doivent être remplies pour que l'interruption volontaire de grossesse ne constitue plus un délit.

Ces conditions sont modifiées par la présente proposition de loi de la manière suivante:

1. le délai maximal de 12 semaines est porté à 20 semaines. Ce délai prolongé est basé sur la viabilité du fœtus (autour de 22 semaines) et vise à mettre un terme au "tourisme de l'avortement", dans le cadre duquel des femmes enceintes se voient contraintes de franchir nos frontières pour subir un avortement, par exemple aux Pays-Bas;

2. au-delà du délai de 20 semaines, la grossesse pourra dorénavant également être interrompue si la situation psychosociale de la femme constitue un obstacle sérieux à la poursuite de la grossesse ou s'il est certain que l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic;

3. le délai de réflexion est supprimé;

4. l'exigence de l'existence d'un état de détresse est supprimée.

Article 4

Cet article a trait à l'aide psychosociale apportée à la femme par le médecin ou l'établissement de santé.

Une condition pour améliorer cette aide est ajoutée: l'intervention ne peut avoir lieu le même jour que la première consultation, sauf en cas de circonstances exceptionnelles.

Article 5

Cet article précise les modalités d'exercice de la clause de conscience, qui peut être invoquée par tout médecin ou infirmier, en prévoyant l'obligation pour le médecin de rediriger la patiente, dès le premier contact,

De clandestiene zwangerschapsonderbreking worden gelijkgesteld met een onwettige uitoefening van de geneeskunde, en als zodanig beteugeld.

Artikel 3

Dit artikel vervangt en wijzigt het thans vigerende artikel 2 van de voormelde wet van 15 oktober 2018, dat met name bepaalt welke voorwaarden in acht dienen te worden genomen opdat zwangerschapsafbreking geen wanbedrijf meer vormt.

Die voorwaarden worden bij dit wetsvoorstel als volgt aangepast:

1. de maximale termijn van 12 weken wordt verhoogd tot 20 weken. Deze verhoogde termijn is gebaseerd op de levensvatbaarheid (rond de 22 weken) en is erop gericht om het zogenaamde "abortustoerisme", waarbij zwangere vrouwen noodgedwongen de grens oversteken om een abortus te laten uitvoeren in bijvoorbeeld Nederland, een halt toe te roepen;

2. na de termijn van 20 weken kan de zwangerschap voortaan ook worden afgebroken indien de psychosociale toestand van de vrouw een ernstige belemmering vormt voor de voortzetting van de zwangerschap, of wanneer vaststaat dat het ongeborn kind zal lijden aan een bijzonder zware aandoening die als ongeneeslijk wordt erkend op het ogenblik van de diagnose;

3. de bedenktijd vervalt;

4. de vereiste dat er sprake moet zijn van een "nood-situatie" wordt geschrapt.

Artikel 4

Dit artikel heeft betrekking op de psychosociale bijstand van de vrouw door de arts of gezondheidsinstelling.

Om die bijstand te verbeteren, wordt een voorwaarde toegevoegd: behoudens uitzonderlijke omstandigheden mag de ingreep niet plaatsvinden op dezelfde dag als de eerste raadpleging.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt de nadere voorwaarden betreffende de gewetensclausule waarop iedere arts of verpleegkundige zich kan beroepen. Bepaald wordt dat de arts verplicht is de patiënte vanaf het eerste contact door

vers un collègue qui sera bel et bien disposé à accéder à la demande d'IVG.

Le cas échéant, le délai visé à l'article 4 commence à courir à partir du premier contact avec le médecin qui redirige le patient vers un collègue.

La "clause de conscience institutionnelle", dans le cadre de laquelle un membre du personnel médical est empêché de pratiquer des IVG en vertu d'un contrat conclu avec son institution, n'est pas autorisée.

Articles 6 et 7

L'avortement est un acte médical, pas un délit. Il n'a pas sa place dans une loi pénale.

Article 10

Cet article vise à supprimer deux alinéas de l'article 383 du chapitre intitulé "outrages et atteintes aux bonnes mœurs" du Code pénal devenus obsolètes. Ils datent de 1923 et voulaient protéger les femmes des faiseuses d'anges et des produits abortifs.

Depuis lors, l'avortement est autorisé et est pratiqué dans des centres agréés et des hôpitaux par du personnel médical.

Article 11

Cet article vise à intégrer, dans la loi sur les droits des patients, une référence directe à l'IVG en ce qui concerne les actes couverts par cette loi. Cela permet d'avoir la garantie juridique que l'ensemble des obligations en matière d'information, d'accompagnement, de qualité, de choix, etc. contenues dans la loi précitée s'appliqueront à la pratique de l'IVG.

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)
Greta DAEMS (PVDA-PTB)

te verwijzen naar een collega die wel bereid is op het verzoek om zwangerschapsafbreking in te gaan.

In voorkomend geval begint de in artikel 4 bedoelde termijn te lopen vanaf het eerste contact waarop de patiënt doorverwezen wordt.

Een zogenaamde "institutionele gewetensclausule", waarbij een lid van het medisch personeel middels een contract met zijn/haar instelling wordt verboden om een abortus uit te voeren, wordt niet toegelaten.

Artikelen 6 en 7

Abortus is een medische ingreep, geen misdrijf, en hoort niet thuis in een strafwet.

Artikel 10

Dit artikel strekt ertoe twee leden van artikel 383 van het hoofdstuk met als opschrift "Openbare schennis van de goede zeden" te schrappen omdat ze achterhaald zijn. Ze dateren van 1923 en beoogden de vrouwen te beschermen tegen engeltjesmaaksters en tegen het gebruik van vruchtafdrijvende producten.

Ondertussen is abortus toegestaan en wordt deze ingreep uitgevoerd door medisch personeel in erkende centra en in ziekenhuizen.

Artikel 11

Dit artikel strekt ertoe in de wet betreffende de rechten van de patiënt een rechtstreekse verwijzing naar vrijwillige zwangerschapsafbreking in te voegen wat de door deze wet gedekte handelingen betreft. Aldus wordt juridisch gewaarborgd dat alle in voormelde wet vervatte verplichtingen inzake informatieverstrekking, begeleiding, kwaliteit, keuzes enzovoort, van toepassing zullen zijn voor de praktijk van vrijwillige zwangerschapsafbreking.

PROPOSITION DE LOICHAPITRE 1^{ER}**Disposition générale**Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2

Interruption volontaire de grossesse

Art. 2

L'interruption de grossesse est un acte d'exercice de la médecine, tel que visé à l'article 1*bis*, 3°, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.

Art. 3

Une interruption de grossesse peut être pratiquée lorsque la femme enceinte le demande, dans le respect des conditions suivantes:

1° l'interruption de grossesse doit intervenir avant la fin de la vingtième semaine de conception et être pratiquée dans de bonnes conditions médicales, par un médecin, dans un établissement de soins qui accueillera la femme enceinte;

2° au-delà du délai de vingt semaines prévu au 1°, sous les conditions prévues au 1°, l'interruption de grossesse ne pourra être pratiquée que lorsque la poursuite de la grossesse met en péril grave la santé de la femme, lorsque sa situation psychosociale constitue un obstacle sérieux à la poursuite de la grossesse ou lorsqu'il est certain que l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic. Dans ce cas, le médecin sollicité s'assurera le concours d'un deuxième médecin, dont l'avis sera joint au dossier.

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK 1

Algemene bepaling

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2

Vrijwillige zwangerschapsafbreking

Art. 2

De zwangerschapsonderbreking is een handeling van uitoefening van de geneeskunde, als bedoeld bij artikel 1*bis*, 3° van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen.

Art. 3

Een zwangerschapsafbreking mag worden uitgevoerd zo de zwangere vrouw daarom verzoekt, met inachtneming van de volgende voorwaarden:

1° de zwangerschapsafbreking moet plaatsvinden vóór het einde van de twintigste week na de bevruchting en onder medisch verantwoorde omstandigheden door een arts worden verricht in een instelling voor gezondheidszorg die de zwangere vrouw opvangt;

2° na de in 1° bepaalde termijn van twintig weken kan de zwangerschap onder de voorwaarden bepaald bij 1°, slechts worden afgebroken, wanneer het voortzetten van de zwangerschap een ernstig gevaar inhoudt voor de gezondheid van de vrouw, wanneer de psychosociale toestand van de vrouw een ernstige belemmering vormt voor de verderzetting van de zwangerschap, of wanneer vaststaat dat het ongeboren kind zal lijden aan een bijzonder zware aandoening die als ongeneeslijk wordt erkend op het ogenblik van de diagnose; in dat geval moet de arts tot wie de vrouw zich heeft gewend, de medewerking vragen van een tweede arts, wiens advies bij het dossier moet worden gevoegd.

Art. 4

Le médecin consulté ou l'établissement visé à l'article 3, 1°, dispense une assistance psychosociale à la patiente, tant avant qu'après l'interruption volontaire de grossesse, ou renvoie la patiente vers d'autres services auxquels elle peut avoir recours.

L'intervention ne peut avoir lieu le même jour que la première consultation, sauf en cas de circonstances exceptionnelles ayant pour effet de mettre gravement en danger la vie de la patiente.

Art. 5

Aucun médecin n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse.

Le médecin qui a refusé la demande d'interruption de grossesse doit:

— communiquer dès le premier contact son refus à l'intéressée;

— communiquer dès le premier contact à l'intéressée le nom du médecin ou infirmier qui, au sein du même établissement ou service, ou, le cas échéant, en dehors de celui-ci, est prêt à accéder à la demande d'interruption de grossesse;

— demander à l'intéressée l'autorisation de transmettre son dossier médical, après quoi il transmet, en cas d'accord, ledit dossier au médecin ou à l'établissement de soins qu'elle aura choisi de sa propre initiative, ou au médecin ou à l'établissement de soins qui aura été identifié conformément à l'alinéa précédent;

— s'assurer que le transfert de l'intéressée vers cet autre médecin ou établissement de soins se déroule dans les meilleures conditions.

Le premier contact dont il est question à l'alinéa 2 constitue également la première consultation visée à l'article 3, 2°.

Aucun médecin, infirmier ou auxiliaire médical ne peut être empêché de pratiquer une interruption volontaire de grossesse en vertu d'une convention. Le cas échéant, une telle clause d'interdiction est réputée non écrite.

Art. 4

De door de vrouw geraadpleegde geneesheer of in artikel 3, 1°, bedoelde instelling verstrekt psychosociale bijstand zowel voor als na de vrijwillige zwangerschapsafbreking, of verwijst de vrouw door naar andere diensten waar zij een beroep op kan doen.

Behoudens uitzonderlijke omstandigheden waarbij het leven van de vrouw ernstig in gevaar wordt gebracht, mag de ingreep niet plaatsvinden op dezelfde dag als de eerste raadpleging.

Art. 5

Geen arts kan worden gedwongen medewerking te verlenen aan een zwangerschapsafbreking.

De arts die het verzoek om zwangerschapsafbreking heeft geweigerd moet:

— de vrouw al bij het eerste contact in kennis stellen van zijn of haar weigering;

— al bij het eerste contact de vrouw in kennis stellen van de naam van de arts of verpleegkundige binnen dezelfde instelling of dienst, dan wel, in voorkomend geval, van een arts of verpleegkundige buiten de instelling die bereid is op het verzoek om zwangerschapsafbreking in te gaan;

— de vrouw de toestemming vragen om het medisch dossier van de vrouw over te zenden, waarna hij, bij instemming, het medisch dossier overzendt aan de door de vrouw op eigen initiatief gekozen arts of zorginstelling, dan wel aan de overeenkomstig het vorige lid bepaalde arts of zorginstelling;

— zich ervan vergewissen dat de overdracht van de vrouw naar die andere arts of zorginstelling, in de beste omstandigheden verloopt.

Het eerste contact waarvan sprake in het tweede lid geldt tevens als de eerste raadpleging als bedoeld in artikel 3, 2°.

Geen enkele arts, verpleegkundige of lid van het paramedisch personeel mag op grond van een overeenkomst worden belet zwangerschapsafbreking toe te passen. In voorkomend geval wordt een dergelijke verbodsclausule als niet geschreven beschouwd.

CHAPITRE 3

Dispositions modificatives

Art. 6

L'article 2 de la loi du 15 octobre 2018 relative à l'interruption volontaire de grossesse, abrogeant les articles 350 et 351 du Code pénal et modifiant les articles 352 et 383 du même Code et modifiant diverses dispositions législatives est abrogé.

Art. 7

L'article 3 de la même loi est abrogé.

Art. 8

À l'article 497/2 du Code civil, inséré par la loi du 17 mars 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, le 19° est remplacé par ce qui suit:

“19° la demande de pratiquer une interruption volontaire de grossesse, visée à l'article 2, 2°, de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient;”.

Art. 9

L'article 352 du même Code est remplacé par ce qui suit:

“Art. 352. Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sans le consentement de la femme, sera condamné à la réclusion de dix à quinze ans.”

Art. 10

Dans l'article 383 du même Code, les alinéas 6 et 7 sont abrogés.

Art. 11

Dans l'article 2, 2°, de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, modifié par la loi du 23 mai 2013, les mots “ou de pratiquer une interruption volontaire de grossesse” sont insérés entre les mots “l'état de santé

HOOFDSTUK 3

Wijzigingsbepalingen

Art. 6

Artikel 2 van de wet van 15 oktober 2018 betreffende de vrijwillige zwangerschapsafbreking, tot opheffing van de artikelen 350 en 351 van het Strafwetboek, tot wijziging van de artikelen 352 en 383 van hetzelfde Wetboek en tot wijziging van diverse wetsbepalingen, wordt opgeheven.

Art. 7

Artikel 3 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 8

In artikel 497/2 van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 maart 2013 en het laatst gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, wordt het bepaalde onder 19° vervangen door wat volgt:

“19° het verzoek tot uitvoering van een zwangerschapsafbreking bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt;”.

Art. 9

Artikel 352 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 352. Wanneer middelen, gebruikt met het oogmerk om vruchtafdrijving te verwekken, de dood tot gevolg hebben, wordt hij die ze met dat oogmerk heeft aangewend of aangewezen zonder de toestemming van de vrouw, veroordeeld tot opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.”

Art. 10

In artikel 383 van hetzelfde Wetboek worden het zesde en het zevende lid opgeheven.

Art. 11

In artikel 2, 2°, van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, gewijzigd bij de wet van 23 mei 2013, worden tussen de woorden “van de gezondheidstoestand van een patiënt” en de woorden

d'un patient" et les mots " , de modifier son apparence corporelle".

28 août 2019

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)
Greta DAEMS (PVDA-PTB)

“, om het uiterlijk” de woorden “of het uitvoeren van een vrijwillige zwangerschapsafbreking” ingevoegd.

28 augustus 2019